

Finance, lobbying et ONG

# De Dexia Luxembourg à Finance Watch

Questions et introduction : Jean-Sébastien Zippert (coordonnateur de l'Asbl Etika)

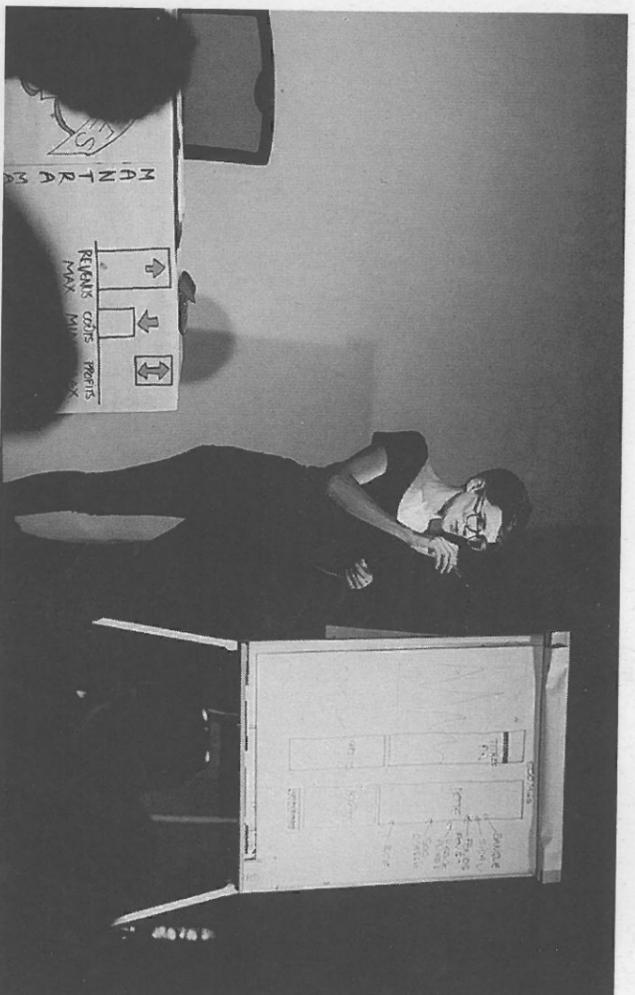
**Aline Fares est conférencière, auteure et militante dans le secteur de la finance. Ancienne du groupe Dexia à Luxembourg puis à Bruxelles, où elle a notamment été conseillère auprès du directeur des activités de banque commerciale du groupe, elle a quitté la banque fin 2011 à la faveur d'un plan social. Dexia fut en effet l'une des premières banques européennes à faire faillite en 2008, et de nouveau en 2011. Par la suite, Aline Fares fera des recherches sur les mécanismes qui avaient conduit à la faillite du système financier et à son sauvetage aux frais de la population, et de commencer à œuvrer à sa transformation. Elle présentera une « conférence gesticulée » intitulée « Conférence d'une ex-banquière » le vendredi 1<sup>er</sup> décembre à 19 heures à Luxembourg Ville. Renseignements sur le site [etika.lu](http://etika.lu)**

**Jean-Sébastien Zippert : Vous avez travaillé cinq années à Dexia Luxembourg puis à Bruxelles, une banque que vous critiquez assez sévèrement dans votre spectacle : n'avez-vous pas un peu l'impression de cracher dans la soupe après en avoir bien profité ?**

**Aline Fares :** L'objet de mon propos n'est pas la stigmatisation d'une banque en particulier mais plutôt d'un acteur bancaire représentatif d'un système qui a coûté très cher au contribuable lors du renflouement massif des banques systémiques entre 2008 et 2011. Ensuite, le terme « cracher dans la soupe » est abusif dans le sens où il ne laisse aucune possibilité aux personnes à l'intérieur d'un système ou d'une organisation de porter un regard critique sur cette organisation. Cela laisse entendre que le statu quo est immuable.

**Vous ne cachez pas non plus vos doutes voire vos désillusions suite à votre expérience de coordinatrice à Finance Watch. Comment analysez-vous les difficultés d'un tel travail ?**

Il faut garder à l'esprit que Finance Watch joue dans un match très inégal ! De nombreux politiques et représentants de la Commission européenne ont présenté Finance Watch comme un alibi chaque fois que nous ou d'autres organisations dénonçons la domination du lobby financier dans les décisions traitant de la régulation. Le simple fait que nous existions avec nos moyens très modestes ne nous donne pas pour autant la capacité de peser comme nous le souhaiterions. On a ainsi estimé à une vingtaine les effectifs de la société civile engagés dans la réglementation financière européenne à Bruxelles contre 1 700 lobbyistes pour le secteur financier (estimation de Corporate Europe Observatory, sachant que les lobbyistes ne sont pas tenus de s'identifier à Bruxelles contrairement à ceux de Washington) Deux chercheurs (Pagliari et Young) ont analysé l'équivalent de 14 000 consultations publiques que le secteur financier – principalement en Europe et ont conclu que plus de 90 pour cent des réponses sont issues du secteur financier lui-même. Ajoutons à cela que la Commission européenne ne fait pas de pondération parmi ses réponses et privilégie les voix dites « expertes » vu la technicité des questions posées – et ce alors que les actions de ce secteur ont



La conférencière, Aline Fares

**« Le terme 'cracher dans la soupe' est abusif dans le sens où il ne laisse aucune possibilité aux personnes à l'intérieur d'un système de porter un regard critique sur celui-ci »**

une influence directe et majeure comparées à celles d'autres secteurs économiques. Tant sur le fonctionnement de notre société, que sur les questions d'environnement, du climat et même d'équilibre géopolitique. Comme Finance Watch était à ses débuts presque exclusivement tournée vers les institutions européennes, et pas assez – selon moi – vers la société civile, je ne voyais pas bien comment nous pourrions créer un mouvement. Mais cela change aujourd'hui – et c'est tant mieux !

**La régulation du système bancaire n'apparaît pas vraiment comme une priorité dans les enquêtes d'opinion, comparée aux thématiques traitant de la question migratoire, la menace terroriste ou la montée des inégalités. Pourquoi selon vous cet enjeu est-il tellement fondamental ?**

L'impact des sauvetages bancaires sur les finances publiques de nombreux pays a été déterminant et pourtant presque rien n'a changé. Jack Bogle, le fondateur de la deuxième société d'actifs sous gestion aux États-Unis a lui-même concédé que « 99 pour cent du trading n'a pas de sens » : c'est quand même sidérant de savoir que ces activités qui n'ont au mieux pas d'incidences positives sur nos vies vont se révéler extrêmement coûteuses lorsque les choses vont mal tourner comme en 2008. De plus, nous sommes entraînés malgré nous par le système des retraites par capitalisation qui tend à se généraliser au détriment des retraites par répartition, par notre épargne, par nos assurances... Nous sommes donc toutes et tous (souvent à notre insu) les complices d'un système

visant à investir systématiquement dans les modes de production les plus rentables sur le court terme, c'est-à-dire les entreprises les moins durables socialement, les plus enclines à faire usage de l'optimisation fiscale la plus agressive, les plus éloignées d'un mode en production préparant la transition énergétique, etc. Évidemment je suis bien consciente en disant cela que la question est encore plus compliquée pour le Luxembourg dont un tiers des richesses produites dépendent encore plus du secteur financier...

**On a vraiment l'impression que malgré toutes les initiatives de la société civile, le lobby bancaire finit toujours par tuer toute réforme d'urgence dans l'œuf : avez-vous des éléments qui permettraient de contrebalancer ce constat ?**

Rappelons une évidence : le sujet de la finance comme enjeu de société est vraiment nouveau : il est arrivé sur le devant de la scène il y a moins de dix ans avec la chute de Lehman Brothers : le thème du changement climatique a bien mis 25 ans à s'imposer si l'on prend comme date de départ le rapport du club de Rome en 1972 et comme avancée concrète la signature du protocole de Kyoto en 1997. Le sujet de la finance et de la justice fiscale mobilise maintenant bien au-delà du cercle des experts et des convaincus – et la marge de progression est immense ! Aujourd'hui, force est de constater que les monnaies complémentaires connaissent un succès considérable partout en Europe, que les actions et publications tant militantes qu'académiques, proposant des critiques documentées et alternatives au système dominant, se sont multipliées. Autre signe qui ne trompe pas : le sujet de la finance intéresse de plus en plus des artistes de tous bords qu'ils et elles soient écrivains, metteurs en scène de théâtre ou de cinéma, et cette production augmente aussi bien en qualité qu'en quantité. Rappelons enfin que 2018 sera une année spéciale à plus d'un titre : nous fêterons aussi bien la crise financière, et de nombreux que les dix ans de la crise financière, et de nombreux événements sont d'ores et déjà programmés. L'attention pour ce sujet et la mobilisation vont s'accroître et cela finira bien par porter ses fruits !

L'interview a été menée le 17 novembre

Chronique  
Face  
accé  
discr

Jean Lasar

Après une enquête  
semaine, Facebook  
législation américain  
d'annonces immo

ProPublica, une agence  
d'investigation à l'instar  
basée à New York, a publié  
douzaines d'articles  
bilères, les a publiés  
publication au républicain  
les accompagnant. La  
diffusion délibérée  
nantes et a mesuré le  
temps s'écoulaient  
mission et approbation  
plupart des cas, il n'a  
fallu attendre quelques  
minutes pour obtenir  
du réseau. Une arrestation  
de louer un appartement  
avec pour critères de  
cains, les Américains  
été approuvée en

La législation américaine  
immobilières, d'entre autres  
Act qui fixe les règles  
les annonces qui « craquent »  
race, la couleur de la peau  
nationale » : les coûts  
milliers de dollars.

Pourtant, Facebook a  
après qu'il eut été informé  
de ne cibler que les personnes  
en place d'un discours  
d'embêtement certains  
tion sur lesquels le débat  
nant de leurs annonces

Cela n'a pas empêché  
des catégories telles que  
des rampes pour handicapés  
acceptées ces dernières  
échec dans l'application  
hauteur de nos engagements

Comme le note l'agence  
sident Trump, Ben Carson  
problématique de la régulation  
du gouvernement d'Obama  
immobilier. Clairement, la  
pression requise pour  
immobilier américain

On peut être tenté de conclure  
minantes que les joies de la  
un progrès dans la lutte contre  
les annonces elles-mêmes  
profite désormais, en partie,  
des réseaux sociaux. La  
publicité ultra-ciblée est  
mais ce n'est pas un progrès  
de l'immobilier, à un moment  
dans le contexte de la  
cutage électoral con